

PLATEFORME POUR LE CHANGEMENT :

L'Association canadienne
pour mettre fin à la violence:
Recommandations pour le
programme du Comité d'examen
des enquêtes sur les agressions
sexuelles de la GRC



L'ASSOCIATION CANADIENNE POUR

mettre fin
à la violence

MAI 2024

L'auteur du rapport : Sunny Marriner

Citation suggérée :

Sunny Marriner. (2024) *Plateforme pour le changement : L'Association canadienne pour mettre fin à la violence : Recommandations pour le programme du Comité d'examen des enquêtes sur les agressions sexuelles de la GRC*. Ottawa, ON : L'association canadienne pour mettre fin à la violence.

L'Association canadienne pour mettre fin à la violence (EVA Canada) est une organisation nationale à but non lucratif qui s'efforce d'amplifier la voix collective de celles et ceux qui croient qu'il est possible de mettre fin à la violence sexuelle et fondée sur le genre. Par le biais de la recherche, des changements de politiques et des activités de plaidoyer, EVA Canada collabore avec des organisations de lutte contre la violence fondée sur le genre d'un océan à l'autre, et sert d'organisation-cadre pour les réseaux provinciaux et territoriaux, ainsi que pour d'autres organisations communautaires qui s'engagent à mettre fin à la violence sexuelle et fondée sur le genre.

L'association canadienne pour mettre fin à la violence reconnaît que le travail qu'elle effectue à Ottawa se déroule sur les territoires traditionnels et non cédés du peuple algonquin Anishnaabeg.

Ce rapport est une initiative conjointe entre L'Association canadienne pour mettre fin à la violence et Improving Institutional Accountability Project.

L'Association canadienne pour mettre fin à la violence

Adresse : 1903-130 rue Albert., Ottawa, Ontario

Téléphone : 613-290-2070

Courriel : info@endingviolencecanada.org

Site Web : endingviolencecanada.org

Médias sociaux : [@endingviolence_canada](https://www.instagram.com/endingviolence_canada)



© L'Association canadienne pour mettre fin à la violence
Mai 2024

Résumé

Ce document présente la Plateforme pour le changement de l'Association canadienne pour mettre fin à la violence (EVA Canada), qui vise à améliorer la transparence, la redevabilité et l'impact du programme du Comité d'examen des enquêtes sur les agressions sexuelles (CEEAS) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

Dans leur document de référence de 2017 intitulé *La voie à suivre: Plan d'action de la GRC sur l'examen des plaintes d'agression sexuelle et le soutien aux victimes*¹ la GRC a identifié treize mesures, dont la création de comités d'examen de la violence sexuelle (CEEAS) en tant que «prolongement du processus d'enquête de la GRC sur les agressions sexuelles». Dans une mise à jour de 2022 intitulée *La voie à suivre II: Mise à jour du Plan d'action de la GRC sur l'examen des plaintes d'agression sexuelle et le soutien aux victimes*,² indique que la création des CEEAS est terminée: «En décembre 2021, les CEEAS

sont actifs dans dix divisions de la GRC. Une division restante a connu des retards causés par la pandémie de COVID-19. La planification est en cours pour mettre en place le CEEAS restant en 2022.»

Depuis cinq ans, c'est-à-dire à partir de 2019, EVA Canada s'est engagée avec des personnes militantes contre la violence sexuelle (défenseurs) afin de recueillir des commentaires et d'évaluer l'efficacité des CEEAS grâce à leur expérience dans ce type d'examen. De cette consultation nationale et de nos partenariats avec des leaders de la lutte contre la violence sexuelle sont nées **sept recommandations** clés visant à améliorer la transparence, la redevabilité et l'efficacité du fonctionnement des CEEAS.

EVA Canada est d'avis que chacune de ces améliorations indispensables doit être appliquée si la GRC veut respecter les engagements relatifs à son examen des agressions sexuelles et à son plan d'action pour le soutien aux victimes, ainsi que pour honorer ses quatre piliers de modernisation.³

À propos de l'Association canadienne pour mettre fin à la violence (EVA Canada)

L'Association canadienne pour mettre fin à la violence (EVA Canada)⁴ est une organisation nationale qui s'efforce d'amplifier la voix collective de celles et ceux qui croient possible de mettre fin à la violence fondée sur le genre.

EVA Canada mène des initiatives nationales en matière de recherche, de politique et de plaidoyer, en mettant l'accent sur la violence sexuelle. Nous travaillons en collaboration avec des organisations de lutte contre la violence fondée sur le genre d'un bout à l'autre du pays afin d'identifier les changements systémiques et institutionnels nécessaires pour s'attaquer à ses causes profondes. EVA Canada soumet régulièrement des contributions au gouvernement fédéral, aux ministres et aux institutions, et fournit un réseau essentiel pour que toutes les voix luttant contre la violence fondée sur le genre puissent s'unir, s'exprimer et être entendues.

¹ Royal Canadian Mounted Police Government of Canada, "The way forward: The RCMP's sexual assault review and victim support action plan | Royal Canadian Mounted Police", (13 December 2017), online: <<https://www.rcmp-grc.gc.ca/en/the-way-forward-the-rcmps-sexual-assault-review-and-victim-support-action-plan>> Last Modified: 2017-12-14.

² Royal Canadian Mounted Police Government of Canada, "The way forward II – An update on the implementation of the RCMP's sexual assault review and victim support action plan | Royal Canadian Mounted Police", (18 February 2022), online: <<https://www.rcmp-grc.gc.ca/en/the-way-forward-ii-an-update-the-implementation-the-rcmps-sexual-assault-review-and-victim-support>> Last Modified: 2022-05-04.

³ Royal Canadian Mounted Police, "Vision150 and beyond: RCMP Strategic Plan: 3. The RCMP of 2023 and Beyond", online: <https://www.rcmp-grc.gc.ca/vision150/strategic-plan-strategique/beyond-plus-eng.htm>

⁴ EVA Canada, "Ending Violence Association of Canada", online: Ending Violence Association of Canada <<https://endingviolencecanada.org/>>.

Contexte

Au cours de la dernière décennie, le Canada a connu un bouleversement dans la conscience sociale en ce qui a trait à la violence sexuelle. L'avènement des médias sociaux a permis aux survivantes et aux survivants de raconter leur histoire au monde entier sans filtre, et le rapprochement par le biais de hashtags tels que #MoiAussi, #BeenRapedNeverReported et #TimesUp. Les rapports explosifs d'agressions sexuelles impliquant des personnalités de premier plan telles que Jian Ghomeshi, Harvey Weinstein et Bill Cosby ont été portés à la connaissance du public, ce qui a entraîné une augmentation de l'intérêt des médias et des reportages sur ce qui se passe réellement lorsqu'une agression sexuelle est signalée au système de justice.

En plein débat public, le Globe and Mail a publié une série d'enquêtes sur les agressions sexuelles déclarées par la police au Canada. Au début de la série, le Globe and Mail a souligné le travail des supporters de la lutte contre violence faite aux femmes (VFF) pour attirer l'attention sur les obstacles auxquels sont confrontées les victimes qui choisissent de signaler leur agression à la police⁵, exposant des taux d'attrition aussi élevés que 4 rapports sur 5. Les efforts déployés par les centres d'aide aux victimes d'agressions sexuelles depuis plus de 50 ans n'ont pas eu d'impact significatif sur ces statistiques alarmantes, ce qui a conduit certaines personnes militant contre la VFF à élaborer un modèle unique et inédit de surveillance des enquêtes de la police municipale portant sur les agressions sexuelles, baptisé Violence Against Women Advocate Case Reviews (VACR).⁶ Les examens, selon le Globe and Mail, suivent une méthodologie distincte conçue pour atteindre des objectifs pouvant être mesurés, le premier d'entre eux étant de s'assurer que **tous** les rapports de violence sexuelle qui ne donnent pas lieu à des poursuites sont examinés par des spécialistes indépendants en matière d'agression sexuelle issus de la communauté, en tant que dernier maillon de la chaîne d'enquête.

Sous la pression croissante du public, les services de police municipaux de tout le pays ont commencé à annoncer leur intention de demander l'aide des membres fondatrices de la VACR pour mettre en place des équipes d'examen dans leurs propres communautés. Malgré l'amorce d'un changement radical dans la surveillance de la police municipale canadienne, les subtilités au niveau de la conception des objectifs et des résultats de l'examen des cas ont été mal

comprises, laissant la police provinciale, fédérale et militaire démontrer qu'elle effectuait également des «examens des cas» en utilisant une série de définitions disparates et parfois arbitraires. En conséquence, un assemblage de modèles a commencé à voir le jour dans différentes branches du maintien de l'ordre pouvant s'inspirer de pratiques établies en concertation sur des cas types, plutôt qu'en se basant sur un contrôle détaillé de chaque déclaration.

C'est dans ce contexte que la Gendarmerie royale du Canada (GRC) a publié La voie à suivre: Plan d'action de la GRC sur l'examen des plaintes d'agression sexuelle et le soutien aux victimes⁷, dans lequel le service s'est engagé à créer ce qui est aujourd'hui connu sous le nom d'équipe d'examen des cas d'agression sexuelle (EECAS). Le plan s'engage notamment à mettre en place «un processus visant à assurer une supervision appropriée des dossiers d'agression sexuelle», ce qui inclut la création de comités consultatifs sur les enquêtes sur les agressions sexuelles (CCEAS). Ces tables rondes sont convoquées et dirigées par les coordinateurs divisionnaires de la GRC et s'inspirent des modèles consultatifs de cas pour discuter d'exemples de cas et fournir un retour d'information à l'EECAS.

Au début du processus de création des CCEAS, la GRC a consulté les défenseuses qui ont mis au point le système VACR, afin d'en apprendre plus sur leur méthode d'examen des cas. Le service a adopté certains éléments de base du VACR, en particulier en recrutant des personnes ayant servi dans un CCEAS parmi les organisations non institutionnelles de défense contre la VFF, dont la grande majorité sont des membres d'EVA Canada. Malgré leur expertise commune en matière de violence sexuelle et leur expérience au sein d'un CCEAS, dans le cadre du plan de la GRC, les défenseuses ayant effectué ces examens ne disposent d'aucun forum pour se rencontrer, discuter du travail, des réussites ou des défis, ou pour formuler des recommandations collectives en vue d'améliorer le processus et ses résultats.

Reconnaissant cette lacune, EVA Canada a entrepris d'organiser des réunions nationales pour les CCEAS afin de créer une communauté de pratique ponctuelle et un mécanisme permettant de suivre les progrès et l'efficacité du modèle selon l'opinion experte des personnes chargées des examens.

⁵ Robyn Doolittle, "How do you fix a broken system? One U.S. city offers a model for handling sex-assault cases", The Globe and Mail (10 February 2017), online: <<https://www.theglobeandmail.com/news/investigations/unfounded-one-us-city-offers-a-model-for-handling-sex-assault-cases/article33982423/>>; Robyn Doolittle, "Unfounded: These Canadians are working on the front lines of a changing system", The Globe and Mail (12 December 2017), online: <<https://www.theglobeandmail.com/news/investigations/unfounded-these-canadians-are-working-on-the-front-lines-of-a-changing-system/article37305356/>>.

⁶ Alors que le Canada s'est inspiré du succès des organisations américaines de lutte contre la violence faite aux femmes qui ont pavé la voie à l'accès aux enquêtes policières par le biais de ce que l'on appelle le modèle de Philadelphie, ces nouveaux processus de surveillance garantissent un examen **complet de toutes les enquêtes sur les agressions sexuelles qui n'ont pas donné lieu à des accusations** (par opposition à des échantillons aléatoires), par le biais de méthodologies, d'outils et de mesures de protection de la vie privée proprement canadiennes.

⁷ Royal Canadian Mounted Police Government of Canada, supra note 1.

Processus d'engagement des défenseures d'EVA Canada

EVA Canada a utilisé quatre méthodes pour recueillir des informations afin de réaliser une analyse nationale solide des actions de la GRC visant à améliorer les réponses aux rapports d'agression sexuelle, particulièrement en se penchant sur les CCEAS.

PARTENARIAT STRATÉGIQUE

En 2019, EVA Canada a entamé un partenariat stratégique avec le Improving Institutional Accountability Project (IIAP)⁸, le leader national en matière de modèles de maintien de l'ordre et d'examen des cas de violence sexuelle. Les organisations ont combiné leurs ressources pour former une analyse pancanadienne des modèles et des pratiques d'examen des dossiers, y compris les tableaux des CCEAS. Grâce à cette collaboration, EVA Canada et l'IIAP ont pu générer des données régionales et globales sur les examens de cas de violence sexuelle existants et proposés au niveau municipal, provincial, fédéral et militaire.

ÉVALUATION NATIONALE ET RETOUR D'INFORMATION DES DÉFENSEURES

De 2019 à 2023, EVA Canada a organisé sept réunions nationales afin de recueillir des commentaires sur l'évaluation de l'efficacité et de l'impact des tables CCEAS, et du programme dans son ensemble. Les défenseures ont également fourni des commentaires et des recommandations par écrit, plus récemment dans un sondage national datant d'avril 2023 distribué aux membres d'EVA Canada faisant partie de CCEAS.



ANALYSE DES DOCUMENTS

EVA Canada a examiné et analysé les nombreux documents et études qui abordent les relations internes⁹ et externes de la GRC avec la violence fondée sur le genre, en se concentrant particulièrement sur ses engagements énoncés dans ses deux rapports *La voie à suivre* et *La voie à suivre II*.

ANALYSE DES RECOMMANDATIONS ET DES ACTIONS

Outre les recommandations et les mesures énoncées dans les rapports et les examens rédigés par la GRC ou concernant directement la GRC, EVA Canada a examiné l'adhésion des services de police et les mesures prises pour donner suite aux recommandations formulées dans un ensemble plus large d'enquêtes et de plans d'action tels que *Réclamer notre pouvoir et notre place: Le rapport final de l'enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (2019)*¹⁰, *Turning the Tide Together: Le rapport final de la Commission des pertes massives (2023)*¹¹, et le *Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe (2022)*¹².

⁸ Improving Institutional Accountability Project, "VAW Advocate Case Reviews (VACR)", online: VAW Advocate Case Reviews <<https://vacr.ca/>>.

⁹ La communauté ne peut pas se fier à des organisations dont certains membres sont auteurs de violence pour enquêter efficacement sur les cas de VFF, ni pour dialoguer de manière sécuritaire avec les victimes. Voir *Rêves brisés, vies brisées: Rapport final sur la mise en œuvre de l'accord de règlement Merlo Davidson, l'honorable Michel Bastarache*, 2020.

¹⁰ National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls, "Reclaiming Power and Place: The Final Report of the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls", (29 May 2019), online: <<https://www.mmiwg-ffada.ca/final-report/>>.

¹¹ The independent Commission into the April 2020 Nova Scotia Mass Casualty, "Turning the Tide Together: The Final Report of the Mass Casualty Commission", online: <<https://masscasualtycommission.ca/>>.

¹² Women and Gender Equality Canada, "National Action Plan to End Gender-Based Violence", (9 November 2022), online: <<https://women-gender-equality.canada.ca/en/gender-based-violence/intergovernmental-collaboration/national-action-plan-end-gender-based-violence.html>> Last Modified: 2023-07-24.

Constatations et recommandations

CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS

Les résultats de l'engagement ont mis en évidence les changements nécessaires dans trois principales catégories ou thèmes :



1

Transparence, responsabilité et impact.

Ce thème est né des préoccupations concernant le manque de clarté de l'objectif, de balises pouvant être mesurées, de résultats et d'informations publiquement disponibles.

2

Charge de travail et durabilité.

Ce thème a émergé des préoccupations concernant les attentes élevées à l'égard des défenseuses, les défis en matière de capacités et de ressources, et la viabilité à long terme du programme.

3

Coordination.

Ce thème touche aux préoccupations concernant l'organisation, la coordination et la mise en œuvre du programme CCEAS sur le terrain.

Les recommandations ci-dessous visent à répondre à une ou plusieurs des préoccupations identifiées dans les thèmes. Les domaines thématiques visés par chaque recommandation sont identifiés par les chiffres 1, 2 et/ou 3 sous le titre de la recommandation. Par ailleurs, les domaines de préoccupation spécifiques abordés sont énumérés à la suite de chaque recommandation.

RECOMMANDATION N° 1 :

Articuler clairement l'objectif et les buts du programme CCEAS

1

2

3



Raison d'être :

Mesurer l'efficacité des initiatives nécessite une évaluation à savoir si elles atteignent les objectifs et les buts pour lesquels elles ont été conçues. Lorsque nous définissons nos objectifs, nous sommes mieux à même d'élaborer et d'utiliser des méthodologies qui nous permettront de les atteindre. Une autre question est de savoir «à quoi ressemble la réussite? Les objectifs sont-ils toujours atteints et, dans l'affirmative, comment cela peut-il être mesuré et par qui?» Les activités qui n'ont que peu ou pas d'impact sur les problèmes pour lesquels elles ont été conçues peuvent nécessiter des modifications, l'adoption de nouvelles méthodes, voire l'abandon pur et simple en faveur d'une nouvelle approche.

À notre connaissance, la GRC n'a pas précisé l'objectif de sa mise en œuvre du programme CCEAS, sauf pour la décrire comme une action contribuant à des «enquêtes responsables». Ce qui n'est pas clair, c'est la manière dont les équipes y parviennent, quel impact elles espèrent obtenir et de quelle manière leur efficacité peut-elle être mesurée, en particulier par les personnes qui consacrent leur temps et leur expertise au programme. La formulation d'un objectif clair qui répond à la question «qu'est-ce que la GRC espère obtenir de cet exercice?» est requise pour des évaluations de l'efficacité du programme fondées sur des données probantes, et surtout pour déterminer si les méthodologies employées permettent d'atteindre les objectifs.

✓ Actions attendues de la GRC :

- › Formuler un objectif clair pour les examens, mesurable par une évaluation régulière afin de vérifier si les résultats escomptés sont atteints.
- › Préciser si l'objectif des CCEAS est d'assurer des enquêtes responsables ou l'identification de tendances.
- › Fournir un plan transparent avec des repères à court, moyen et long terme.

✓ Domaines d'intérêt abordés :

- › Manque de balises pour mesurer les résultats
- › Absence de lien entre les objectifs et les méthodes
- › Impact incertain

¹³ Supra note 1

RECOMMANDATION N° 2 :

Démontrer son engagement envers le programme CCEAS

2

3



Raison d'être :

La participation aux tables des CCEAS exige des défenseures des centaines d'heures consacrées à la GRC chaque année. Aucune augmentation du financement de base ni compensation n'ont été accordées pour compenser ce travail, et le coût de fonctionnement des CCEAS provient donc des rares fonds réservés à l'aide aux victimes. Ce qui contraste avec les fonds beaucoup plus importants alloués à

la sécurité publique chaque année. Le respect des défenseures et de leur contribution passe par le développement d'une communication ouverte et d'une coordination continue au niveau de l'équipe EECAS, par une préparation efficace et la mise à disposition des outils nécessaires aux évaluations.



Actions attendues de la GRC :

- Désigner une personne de la EECAS au sein des CCEAS qui sera chargée de maintenir une communication cohérente avec les défenseures se chargeant des examens. Cette personne clé devrait être connue et accessible aux organisations d'examen, rendre compte de l'exécution du programme et assurer une liaison cohérente au fil du temps.
- Assurer la préparation logistique de base, y compris :
 - Ordinateurs disponibles pour effectuer les examens
 - Coordination des places réservées et disponibles
 - Attention aux besoins fondamentaux des CCEAS (nourriture, café, stationnement, accès au bâtiment, etc.)
 - Calendriers annuels avec communications provenant de coordinateurs de division



Domaines d'intérêt abordés :

- Manque d'organisation
- La charge de soutenir le processus incombe aux défenseures
- Manque de cohérence
- Manque de coordination et de communication au palier national

RECOMMANDATION N° 3 :

Déployer les CCEAS de manière cohérente dans l'ensemble du pays

1

2

3



Raison d'être :

Les différences de mise en œuvre d'une province ou territoire à l'autre ont entraîné une certaine confusion quant au cadre et à la mise en œuvre du modèle CCEAS. Il existe des disparités en ce qui concerne la rédaction des recommandations (coordinateurs de division ou équipes elles-mêmes), la participation à la sélection des dossiers, le

nombre et le calendrier des examens par an et, surtout, les types ou la disponibilité de rétroaction et conclusions, le cas échéant. Ces différences donnent l'impression d'une approche désordonnée du programme CCEAS, ce qui laisse penser qu'il n'est pas prioritaire parmi les initiatives de la GRC.



Actions attendues de la GRC :

- En consultation avec les responsables de l'examen des cas, adopter une norme nationale pour le nombre d'examens par an, qui dépend directement des objectifs et des cibles que le programme est censé atteindre.
- Prévoir un système de rapports réguliers sur les décisions prises dans les affaires et les mesures prises par la GRC entre les examens pour faire avancer et mettre en œuvre les recommandations, tout en assurant le suivi de ce système.
- Envisager les avantages éventuels d'un calendrier alternant examen/rapport/examen/rapport (par exemple, premier trimestre = examen ; deuxième trimestre = rapport ; troisième trimestre = examen ; quatrième trimestre = rapport).



Domaines d'intérêt abordés :

- Incohérences dans la programmation
- Certains examens n'ont pas lieu du tout, souvent sans explication, et d'autres ont lieu sporadiquement ou même annuellement
- La charge du lancement des prochains examens incombe aux défenseures, ce qui les oblige à soutenir le processus
- Les défenseurs consacrent beaucoup de temps non rémunéré en l'absence d'un lien précis entre le nombre d'examens et les objectifs
- Manque de clarté/transparence sur la question de savoir si ou comment la GRC traite les problèmes d'enquête soulevés dans les examens

RECOMMANDATION N° 4 :

Démontrer la transparence, la responsabilité et l'impact par le biais de rapports annuels

1



Raison d'être :

Dans des documents clés, la GRC s'est engagée auprès de la population du pays à adopter une nouvelle approche du maintien de l'ordre, qui souligne l'importance de la transparence vis-à-vis du public. Les recommandations d'enquêtes, de commissions et de rapports ont souligné à plusieurs reprises qu'il ne peut y avoir de responsabilité sans transparence et que la modernisation du maintien de l'ordre passe par l'abandon du secret, l'accessibilité aux données, le partage d'informations, la recherche et les évaluations. Malgré cela, les informations sur le programme CCEAS sont franchement occultées, même lorsqu'il s'agit de questions aussi simples que «combien de dossiers ont été examinés par les CCEAS en 2023», «combien

d'évaluations ont débouché sur de nouvelles mesures d'enquête», «certaines ont-elles été rouvertes», «certaines ont-elles donné lieu à des poursuites», «combien ont été examinées par les divisions et les détachements»? Même les défenseures qui effectuent le travail d'examen proprement dit ignorent les résultats, qu'il s'agisse des rapports nationaux ou même de ceux concernant leur propre travail. Il est impossible de déterminer la valeur, l'impact ou les activités de l'initiative en l'absence de données publiques. Il s'agit d'un sérieux obstacle aux recherches indépendantes et à celles des ONG sur ce qui constitue après tout une pratique inédite et non testée peu importe où l'on regarde au niveau international.

✓ Actions attendues de la GRC :

- Produire un rapport annuel public par division, indiquant les détachements d'où proviennent les dossiers et le nombre de dossiers par détachement
- Produire un rapport de synthèse annuel public comprenant une vue d'ensemble nationale et une annexe avec tous les rapports des divisions
- Ces rapports devraient comprendre (sans s'y limiter) :
 - a. Nombre de dossiers examinés
 - b. Thèmes identifiés (par division et au niveau national)
 - c. Nombre de dossiers ayant donné lieu une enquête individuelle
 - d. Nombre de dossiers ayant donné lieu à une procédure judiciaire
 - e. Conclusions générales et actions

✓ Domaines d'intérêt abordés :

- Montrer les résultats
- Créer mesurabilité et retour sur investissement (ROI)
- Accroître la transparence
- Appliquer les principes identifiés dans de multiples enquêtes et commissions nationales, notamment en soulignant l'importance de «travailler avec les gouvernements et les organisations communautaires pour promouvoir des cadres de suivi et d'évaluation coordonnés, transparents et cohérents»¹⁴

¹⁴ The independent Commission into the April 2020 Nova Scotia Mass Casualty, "Turning the Tide Together: The Final Report of the Mass Casualty Commission", online: <<https://masscasualtycommission.ca/>>.

RECOMMANDATION N° 5 :

Démontrer la transparence, la responsabilité et l'impact par le biais d'un microsite EECAS/CCEAS

1

3



Raison d'être :

La création de l'EECAS en tant que «centre interne d'expertise en matière d'enquêtes sur les agressions sexuelles»¹⁵ n'est pas très connue. Les détails de leur structure, personnel, activités, mandat, etc., ne sont pas disponibles en dehors de la GRC, ce qui crée une certaine confusion quant à la manière dont leurs activités sont censées interagir et se coordonner avec les leaders et les parties prenantes qui travaillent sur la violence sexuelle et le système de justice pénale au Canada. Au 21e siècle, la première étape pour tout nouveau ministère, organisation

ou entité publique est la création d'un site web expliquant qui ils sont, ce qu'ils font, de quelle manière ils sont accessibles et en quoi leur travail contribue et s'intègre à l'ensemble des travaux dans leur domaine. Malgré cela, il n'existe pas de source centrale d'information sur l'EECAS ou le programme CCEAS. Pour mieux comprendre cette nouvelle unité et travailler en collaboration avec elle, le public et les défenseures luttant contre la VFF ont besoin d'une source d'information contenant une feuille de route sur le travail de l'EECAS et des CCEAS.

✓ Actions attendues de la GRC :

- Créer un microsite EECAS/CCEAS lié à la page principale de la GRC avec des données, des résultats, etc.
- Veiller à ce que le microsite offre une transparence totale en ce qui concerne la structure organisationnelle, le personnel, les activités, le mandat, etc., de l'EECAS
- Fournir des informations divisionnaires, y compris des statistiques sur les agressions sexuelles déclarées, les habilitations par le code CCJS (introduites en 2018), les CCEAS et leurs membres par organisation de défense

✓ Domaines d'intérêt abordés :

- Communications et coordination
- La transparence des données
- La mesure des résultats
- Données au niveau des divisions
- Clarté de la structure organisationnelle, du leadership et du rôle de l'EECAS dans la hiérarchie organisationnelle de la GRC

¹⁵ Royal Canadian Mounted Police Government of Canada, supra note 2.

RECOMMANDATION N° 6 :

Démonstration de collaboration, communication et responsabilité par le biais de réunions nationales annuelles impliquant les défenseurs et des membres de la GRC

1

2

3



Raison d'être :

Certains manques de cohésion identifiés par les organisations impliquées dans les examens des CCEAS sont exacerbés par le fait que les équipes fonctionnent en silos divisionnaires, bien que chacune d'entre elles soit une pièce d'un ensemble plus vaste. Même si les défenseures constituent la «force de travail» des tables CCEAS, il existe peu de liens avec des coordinateurs divisionnaires de la GRC qui changent souvent, parfois de manière inattendue. Les coordinateurs divisionnaires peuvent également porter des regards très différents sur la valeur de l'initiative CCEAS et la légitimité de l'expertise des défenseures, ce qui peut entraver l'efficacité des CCEAS.

Comme toutes les forces de travail fragmentées et les groupes géographiquement isolés, les défenseurs qui participent aux CCEAS ont besoin d'occasions de communiquer et d'être en mesure de percevoir la valeur de leurs efforts, des données générées et

des résultats pour continuer à alimenter leur pratique. En fait, ce qui manque aux défenseures — et à la redevabilité de la GRC/EECAS — c'est l'équivalent d'une assemblée générale annuelle ou d'une assemblée des actionnaires.

Cette lacune est bien illustrée par le fait que la GRC n'a pas manifesté son intention de déployer des systèmes de communication nationaux cohérents à l'intention des défenseures chargées des examens des CCEAS, qui les reconnaissent comme un groupe d'experts distinct.

Cette omission est d'autant plus surprenante que la poursuite du programme CCEAS repose entièrement sur cette main-d'œuvre invisible et non rémunérée chargée de produire un ensemble de travaux qui, aux yeux du public, seront en fin de compte attribués et crédités à la force nationale elle-même.

RECOMMANDATION N° 6 :

Démonstration de collaboration, communication et responsabilité par le biais de réunions nationales annuelles impliquant les défenseurs et des membres de la GRC

1

2

3

✓ Actions attendues de la GRC :

- Budgétiser et organiser une réunion annuelle nationale rassemblant les examinateurs des CCEAS et les hauts responsables de la GRC, les frais de déplacement des défenseurs étant pris en charge par le service de police.
- Si les fonds ne peuvent pas être réaffectés dans le cadre du budget existant de l'EECAS, les subventions ou les fonds de projet demandés par la GRC ne devraient provenir que de lignes budgétaires relatives à la sécurité publique, et non aux fonds de Femmes et Égalité des genres Canada, aux fonds des services sociaux réservés aux survivant-es ou aux projets communautaires visant à améliorer l'égalité des résultats pour les victimes d'agressions sexuelles.
- L'objectif et l'ordre du jour de la réunion annuelle doivent être axés sur la responsabilité de la GRC par le biais de la présentation des résultats de l'examen annuel à l'intention des défenseurs, des rapports divisionnaires, des changements de politiques ou de procédures opérationnelles normalisées (PON) et des initiatives de formation. La réunion devrait également créer des occasions d'élaborer les éventuels contrôles d'enquêtes par la participation des défenseurs et la contribution à la planification de la mise en œuvre des résultats des EECAS/CCEAS avec la haute direction de la GRC.
- La réunion annuelle nationale devrait également servir de véhicule pour la publication et la présentation des rapports annuels divisionnaires et nationaux mentionnés dans la recommandation n° 4

✓ Domaines d'intérêt abordés :

- Communication et coordination
- Balises pour mesurer les résultats
- Responsabilité
- Transparence
- Cohésion nationale

RECOMMANDATION N° 7 :

Respecter ses engagements en publiant les conclusions des examens internes

1



Raison d'être :

Au début de l'année 2022, la GRC a publié [La voie à suivre II — Mise à jour du Plan d'action de la GRC sur l'examen des plaintes d'agression sexuelle et le soutien aux victimes](#). La mise à jour fait état de l'achèvement de l'examen interne de «plus de 30 000 dossiers [d'agressions sexuelles] dans toutes les divisions contractuelles où la GRC opère». ¹⁶ Les enquêtes examinées se sont déroulées de 2015 à 2017, c'est-à-dire pendant les années qui ont précédé la publication de la série «Unfounded» du Globe and Mail.

Malgré cette inspection sans précédent d'enquêtes antérieures sur des agressions sexuelles, l'ensemble des résultats partagés publiquement dans le rapport de mise à jour ne comportait que 18 mots : «L'examen a permis de s'apercevoir que les enquêteurs se méprenaient régulièrement dans certains dossiers; il fallait donc agir pour mieux former et superviser.» ¹⁷

La mise à jour poursuit en indiquant que l'équipe d'experts examine les deux «enquêtes sur les agressions sexuelles récemment conclues» tout en s'engageant à examiner les enquêtes impliquant des jeunes âgées de 12 à 17 ans en 2022.

Au cours de la même période, la GRC a publié de nombreux plans, feuilles de route et refontes, s'engageant à mettre en place des plans de modernisation donnant la priorité à une culture de la transparence et de la responsabilité. Le plan stratégique 2020, Vision 150 et au-delà ¹⁸ s'engage à «traiter les questions de confiance du public et l'exigence d'une responsabilité accrue». L'ouverture et la transparence favoriseront la confiance et le respect à l'égard des efforts de la police et renforceront la coopération au sein de la communauté. La responsabilité et la transparence sont identifiées comme l'un des cinq piliers clés des efforts de modernisation de la GRC, ¹⁹ et constituent l'échafaudage de la stratégie de transparence et de confiance de 2023.

En contraste frappant avec tout ce qui précède, il est vrai qu'aucun résultat détaillé ou conclusion des 30 000 enquêtes historiques sur les agressions sexuelles, des enquêtes récemment conclues ou de l'enquête prévue sur les jeunes n'a jamais été rendu public.

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Royal Canadian Mounted Police, "Vision150 and beyond: RCMP Strategic Plan", (7 April 2021), online: <<https://www.rcmp-grc.gc.ca/vision150/strategic-plan-strategique/index-eng.htm>> Last Modified: 2021-07-12.

¹⁹ Royal Canadian Mounted Police, "RCMP Transparency and Trust Strategy Enabled by Open Government - Open Government Portal", online: <<https://open.canada.ca/data/en/dataset/40b50513-1356-4211-ae08-53580dbd32fa>>.

RECOMMANDATION N° 7 :

Respecter ses engagements en publiant les conclusions des examens internes

1

✓ Actions attendues de la GRC :

- Publication d'une vue d'ensemble et d'une ventilation des 30 000 examens de dossiers mentionnés dans «La voie à suivre II» et de tous les examens ultérieurs de l'EECAS
- Veiller à ce que la vue d'ensemble soit accessible au public en la publiant sur le microsite recommandé pour l'EECAS, en en prenant soin d'inclure des formats téléchargeables

Veiller à ce que la vue d'ensemble aborde (sans s'y limiter) les points suivants :

- Identification des groupes de dossiers par code d'habilitation, division et détachement
- Données démographiques globales, y compris l'âge des plaignants/sujets, les origines raciales et ethniques, le sexe, les capacités, l'identité de genre et d'autres marqueurs, le cas échéant
- Les méthodologies et les mécanismes des examens, y compris les critères de sélection des défenseuses s'occupant des examens, la question de savoir si les dossiers ont été examinés individuellement ou en groupe, l'assurance que toutes les déclarations vidéo ont été visionnées dans leur intégralité, les notes manuscrites des agents disponibles pour comparaison avec les rapports formels, etc.

✓ Domaines d'intérêt abordés :

- Transparence
- Balises pour mesurer les résultats
- Évaluation
- Impact

Conclusion

EVA Canada a créé cette plateforme de changement dans le cadre de son appel à la police canadienne pour qu'elle tienne ses promesses à l'égard des survivant-es de violence sexuelle.

Au cours des six dernières décennies, d'innombrables mesures ont été prises, et des sommes dépensées, pour lever les blocages qui contribuent aux taux élevés d'attrition dans les cas d'agression sexuelle déclarés par la police, notamment les préjugés fondés sur le genre et l'acceptation de mythes autour du viol. Malgré la persistance et l'aspect global du problème, ainsi que le fait que les survivant-es continuent à exiger des changements, peu de cadres véritablement publics et mesurables ont vu le jour pour mettre en lumière ce qui a jusqu'ici constitué un ensemble d'enquêtes invisibles. Cette plateforme a été développée pour offrir aux services de police canadiens un modèle de transparence, de suivi des progrès et de prise en

compte des lacunes avant que ces conséquences ne retombent sur les survivant-es de crimes souvent dévastateurs.

Dans les pages suivantes, vous trouverez une version abrégée de l'aide-mémoire des recommandations, pour plus de concision et de facilité d'utilisation. Nous espérons que nos partenaires et supporters dans la lutte contre la violence fondée sur le genre les diffuseront abondamment et n'hésiteront pas à y faire référence dans le cadre d'initiatives, de soumissions et d'actions relatives à la violence sexuelle et au maintien de l'ordre, le cas échéant. Nous espérons que toutes les personnes impliquées dans la lutte contre la violence faite aux femmes et la violence fondée sur le genre — y compris les survivant-es — trouveront également cette plateforme utile. Nous vous invitons à vous joindre à nous pour demander à la GRC d'adopter les recommandations de la Plateforme pour le changement et de collaborer avec les défenseurs afin de fixer des repères, des jalons et un plan d'action accompagné d'un calendrier concret.

Références

Doolittle, Robyn, “How do you fix a broken system? One U.S. city offers a model for handling sex-assault cases”, The Globe and Mail (10 February 2017), online: <<https://www.theglobeandmail.com/news/investigations/unfounded-one-us-city-offers-a-model-for-handling-sex-assault-cases/article33982423/>>.

———, “Unfounded: These Canadians are working on the front lines of a changing system”, The Globe and Mail (12 December 2017), online: <<https://www.theglobeandmail.com/news/investigations/unfounded-these-canadians-are-working-on-the-front-lines-of-a-changing-system/article37305356/>>.

EVA Canada, “Ending Violence Association of Canada”, online: Ending Violence Association of Canada <<https://endingviolencecanada.org/>>.

Improving Institutional Accountability Project, “VAW Advocate Case Reviews (VACR)”, online: VAW Advocate Case Reviews <<https://vacr.ca/>>.

National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls, “Reclaiming Power and Place: The Final Report of the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls”, (29 May 2019), online: <<https://www.mmiwg-ffada.ca/final-report/>>.

Royal Canadian Mounted Police, “RCMP Transparency and Trust Strategy Enabled by Open Government - Open Government Portal”, online: <<https://open.canada.ca/data/en/dataset/40b50513-1356-4211-ae08-53580dbd32fa>>.

———, “Vision150 and beyond: RCMP Strategic Plan”, (7 April 2021), online: <<https://www.rcmp-grc.gc.ca/vision150/strategic-plan-strategique/index-eng.htm>>.

Royal Canadian Mounted Police Government of Canada, “The way forward II – An update on the implementation of the RCMP’s sexual assault review and victim support action plan | Royal Canadian Mounted Police”, (18 February 2022), online: <<https://www.rcmp-grc.gc.ca/en/the-way-forward-ii-an-update-the-implementation-the-rcmps-sexual-assault-review-and-victim-support>>.

———, “The way forward: The RCMP’s sexual assault review and victim support action plan | Royal Canadian Mounted Police”, (13 December 2017), online: <<https://www.rcmp-grc.gc.ca/en/the-way-forward-the-rcmps-sexual-assault-review-and-victim-support-action-plan>>.

The independent Commission into the April 2020 Nova Scotia Mass Casualty, “Turning the Tide Together: The Final Report of the Mass Casualty Commission”, online: <<https://masscasualtycommission.ca/>>.

Women and Gender Equality Canada, “National Action Plan to End Gender-Based Violence”, (9 November 2022), online: <<https://women-gender-equality.canada.ca/en/gender-based-violence/intergovernmental-collaboration/national-action-plan-end-gender-based-violence.html>>.

Sources supplémentaires

Addressing Gendered Violence against Inuit Women: A review of police policies and practices in Inuit Nunangat, Pauktuutit Inuit Women Canada et Dr. Elizabeth Comack, 2020.

Broken Dreams, Broken Lives: Final Report on the Implementation of the Merlo Davidson settlement agreement, L'honorable Michel Bastarache, 2020.

Forsaken: The Report of the Missing Women Commission of Inquiry, L'honorable Wally T. Oppal, 2012.

RCMP a Major Factor in Genocide of Indigenous Women and Girls, Dr. Pamela Palmater, Conseil national de recherches de la GRC, 2023.

The Toxic Culture of the RCMP: Misogyny, Racism, and Violence Against Women in Canada's National Police Force, Alliance canadienne féministe pour l'action internationale, 2022.

Those Who Take Us Away: Abusive Policing and Failures in Protection of Indigenous Women and Girls in Northern British Columbia, Canada, Human Rights Watch, 2013.

PLATEFORME POUR LE CHANGEMENT :

L'Association canadienne pour mettre fin à la violence: Recommandations pour le programme du Comité d'examen des enquêtes sur les agressions sexuelles de la GRC

Constatations et recommandations :

RECOMMANDATION N° 1 : Articuler clairement l'objectif et les buts du programme CCEAS

Formuler un objectif précis pour les examens, qui peut être mesuré et évalué en fonction de critères de référence à court, moyen et long terme.

RECOMMANDATION N° 2 : Démontrer son engagement envers le programme CCEAS

Désigner un-e responsable au sein de l'EECAS CEEAS pour assurer la préparation, la communication et la redevabilité.

RECOMMANDATION N° 3 : Déployer les CCEAS de manière cohérente dans l'ensemble du pays

Consulter avec des militant-es pour mettre sur pied des normes nationales et des mécanismes cohérents concernant le retour d'informations.

RECOMMANDATION N° 4 : Démontrer la transparence, la responsabilité et l'impact par le biais de rapports annuels

Publier des rapports annuels contenant des données nationales, des données par détachement et des données par division, au sujet des examens, des conclusions et des actions.

RECOMMANDATION N° 5 : Démontrer la transparence, la responsabilité et l'impact par le biais d'un microsite EECAS/CCEAS

Créer un site web public pour l'EECAS avec une transparence totale de l'unité, des données, des rapports et des informations sur les divisions.

RECOMMANDATION N° 6 : Démonstration de collaboration, communication et responsabilité par le biais de réunions nationales annuelles impliquant les défenseurs et des membres de la GRC

Améliorer la communication et la redevabilité tout en favorisant les examens par le biais d'une rencontre annuelle pour faire un bilan avec les parties prenantes et la GRC.

RECOMMANDATION N° 7 : Respecter ses engagements en publiant les conclusions des examens internes

Rendre publique l'ensemble des données sur les 30 000 cas déjà examinés et les dossiers subséquents de l'EECAS.

Pour en savoir plus sur chacune de ces recommandations, consultez le rapport complet, «Une plateforme pour le changement» au <http://fr.endingviolencecanada.org/rapports-et-recommandations/>



L'ASSOCIATION CANADIENNE POUR
mettre fin
à la violence

MAI 2024